



Audit Etudes et Conseils

SOCIÉTÉ INSCRITE A LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

<http://www.aec-experts.fr> - Tél. : 01.40.89.03.83 - Fax : 01.40.89.04.12 et 01.40.89.94.64

APAAS

Hôtel de Ville de Tremblay en France

93290 TREMBLAY EN FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018





Audit Etudes et Conseils

SOCIÉTÉ INSCRITE A LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

<http://www.aec-experts.fr> - Tél. : 01.40.89.03.83 - Fax : 01.40.89.04.12 et 01.40.89.94.64

**ASSOCIATION DE PROMOTION
ET D'AIDE AUX ACTIVITÉS SPORTIVES
Hôtel de Ville de Tremblay en France
93290 TREMBLAY EN FRANCE**

<p>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018</p>
--

A l'assemblée générale de l'APAAS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 22 octobre 2015, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association APAAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois, le 22 novembre 2019

AUDIT ETUDES ET CONSEILS

Gilles SARFATI

Commissaire aux Comptes

Membre de la Cie Régionale de PARIS

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de R&D				
Concessions, brevets droits similaires	7 965	7 965		
Fonds commercial (1)				
Autres immo. incorpo.				
Avances, acomptes sur immo. incorpo.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., outillage				
Autres immo. corpo.	98 416	98 416		5 819
Immo. en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Particip. mise en équivalence				
Autres particip.	15		15	15
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres Immo.				
Prêts				
Autres immo. financières				1 500
ACTIF IMMOBILISE	106 396	106 381	15	7 335
Comptes de liaison				
STOCKS				
Matières premières, approv.				
En cours de prod. biens				
En cours de prod. services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avces acomptes versés sur comm.				79
CREANCES (3)				
Usagers et comptes rattachés				
Autres créances				600
DIVERS (3)				
V.M.P.				
Disponibilités	132 289		132 289	113 670
COMPTES DE REGULARISATION (3)				
Charges constatées d'avance	436		436	21
ACTIF CIRCULANT	132 725		132 725	114 370
Charges à répartir sur plus. ex.				
Primes de remb. des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	239 121	106 381	132 740	121 704
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser				Dons nat. restant vendre
accepté par organe compétent	Autor.Orga. Tut.			
(1) Dont droit au bail	(2) dont -1 an		(3) dont +1an	
Clause réserve proImmo.	Stock		Créances	

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Fonds Asso. ss. droits reprise		
Dont Apports		
Legs, donations ac controp. actif Immos.		
Primes d'émission, fusion, apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	86 914	77 713
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	8 511	9 200
Fonds Asso. ac. droits reprise		
Dont Apports		
Legs, donations		
Subventions affectées		
Résultats ss. contrôle tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement	940	6 759
Provisions réglementées		
Droits propriétaires (commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS	96 364	93 673
Comptes de liaison		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement		
Fonds dédiés sur autres ressources		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances Accomptes reçus sur commande en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 658	7 621
Dettes fiscales et sociales	5 757	9 586
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	21 961	10 825
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance (1)		
DETTES	36 376	28 032
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	132 740	121 704
(1) Dont à -1 an (à l'except. des avances et acptes reçus/commandes en cours)	36 376	28 032
(1) Dont à +1 an (à l'except. des avances et acptes reçus/commandes en cours)		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
MONTANT NET PRODUITS EXPLOIT.				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			148 000	219 563
Reprises sur Ammo., provisions, transferts de charges			880	
Collectes				
Cotisations				
Autres produits				100
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)			148 880	219 663
Achats de marchandises (avec droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières, autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières, approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (2)			63 430	136 807
Impôts, taxes et versements assimilés			1 045	1 018
Salaires et traitements			52 964	52 050
Charges sociales			21 906	20 533
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 819	26 351
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risque et ch. Dot. aux prov.				
Autres charges			880	
CHARGES D'EXPLOITATION (3)			146 043	236 758
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 837	-17 095
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations (4)				
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immo. (4)				
Autres intérêts et produits assimilés (4)				
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de V.M.P.				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières amortissements, provisions				
Intérêts et charges assimilées (5)			55	55
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de V.M.P.				
CHARGES FINANCIERES			55	55
RESULTAT FINANCIER			-55	-55
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 781	-17 151

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 819	26 351
Reprises sur provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 819	26 351
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	90	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	90	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5 729	26 351
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Engagement à réaliser sur ressources affectées		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	154 699	246 014
TOTAL DES CHARGES	146 189	236 814
EXCEDENT OU DEFICIT	8 511	9 200
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		100
(2) Dont redevances sur crédit-bail mobilier		
Dont redevances sur crédit-bail immobilier		
(3) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	5 399	2 498
(4) Dont produits concernant des entreprises liées		
(5) Dont intérêts concernant des entreprises liées		
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	6 700	7 472
Dons en nature		
TOTAL PRODUITS	6 700	7 472
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations	6 700	7 472
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES	6 700	7 472

(Règlement CRC 99-.01 du 16/02/1999).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- **Continuité de l'exploitation**
- **Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre**
- **Indépendance des exercices**

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles (logiciels, licences) et les immobilisations corporelles (matériel, mobilier, etc.) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

B. Les amortissements

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur 4 ans en Linéaire.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur 3 et 5 ans en Linéaire.

C. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

D. Créances

Les créances sont enregistrées à la date de l'évènement ou pour les subventions, en fonction de la période couverte par la convention. Elles sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, en fonction du risque encouru.

E. Les charges à payer et produits à recevoir

Ils sont enregistrés toutes taxes comprises

F. Fonds Associatifs

	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Fonds Associatifs sans droit de reprise	-			-
Report à nouveau	77.714		-9.200	86.914
Résultat l'exercice	9.200	8.511	9.200	8.511
Subventions investissements	80.000	-	-	80.000
Reprise de subventions	-73.242	-5.819	-	-79.061
Total situation nette	93.672	2.692	-	96.364

G. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques sont évaluées au maximum du risque encouru.

H. Honoraires du Commissaire aux comptes

Il a été versé en 2018, 4 800€ d'honoraires correspondant au contrôle de l'année 2017.

I. Engagements de retraite

Compte tenu de l'âge moyen du personnel et de l'ancienneté moyenne relativement faibles, cette mention ne comporte pas un caractère significatif.

J. Engagements de la Ville de Tremblay-en-France

La Ville a versé une subvention de 148.000€ contre 219.563€ en 2017.

Rappel depuis le 01/01/2016, l'association l'APAAS ne réalise plus de contrats d'objectifs avec d'autres associations, elle les « participe » essentiellement aux transports hors zone, aux aides sportives de haut niveau et verse exceptionnellement d'autres aides.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 965		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	98 416		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 416		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	15		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 500		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 515		
TOTAL GENERAL	107 896		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			7 965	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			98 416	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			98 416	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			15	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 500		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 500	15	
TOTAL GENERAL		1 500	106 396	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	7 965			7 965
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	92 597	5 819		98 416
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	92 597	5 819		98 416
TOTAL GENERAL	100 562	5 819		106 381

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

**FRAIS ETBL
AUT. INC.**

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.			
Acquis. titre			
TOTAL			

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations		880		880
DEPRECIATIONS		880		880
TOTAL GENERAL		880		880
Dotations et reprises d'exploitation			880	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	436	436	
TOTAL GENERAL	436	436	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	8 658	8 658		
Personnel et comptes rattachés	986	986		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 708	3 708		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 063	1 063		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	21 961	21 961		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	36 376	36 376		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2018	31/12/2017	Ecart	%
CHARGES A PAYER					
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH					
408100	FOURN.FACT.NON PARVENUES	4 850,00	4 900,00	-50,00	-1,02 %
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		4 850,00	4 900,00	-50,00	-1,02 %
DETTES FISCALES ET SOCIALES					
428200	PROVISIONS POUR CONGES PAY	986,13	1 139,13	-153,00	-13,43 %
438200	PROVISION CHARGES S/CP	392,39	449,28	-56,89	-12,66 %
448200	CHARG.A PAYER ETAT S/CP	15,78	18,23	-2,45	-13,44 %
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 394,30	1 606,64	-212,34	-13,22 %
TOTAL CHARGES A PAYER		6 244,30	6 506,64	-262,34	-4,03 %

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2018

Compte	Libellé	31/12/2018	31/12/2017	Ecart	%
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE					
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANC	435,68	21,00	414,68	1974,67 %
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		435,68	21,00	414,68	1974,67 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

Pénalités de retard Humanis retraite	90	671200
--------------------------------------	----	--------

TOTAL	90	
-------	----	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

Quote-part de subventions virée au compte de résultat	5 819	777000
---	-------	--------

TOTAL	5 819	
-------	-------	--

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Employés	1	
TOTAL	1	